Moyens et principaux arguments

Par la décision attaquée, la défenderesse, en modifiant la décision C(95) 444/3 du 5 avril 1995 concernant l'octroi d'une aide du FEOGA, a modifié le programme opérationnel Leader II, pour la partie relative aux points 1.3 et 6.1, en ne faisant pas figurer parmi les zones territoriales d'intervention le territoire de la commune de Montana Penisola Sorrentina, parce que, «sur la base des dispositions du programme, il ne s'avère pas nécessaire de promouvoir et de mettre en œuvre d'autres PAL, attendu que, à la différence des autres zones territoriales considérées, le développement socio-économique paraît plus avancé et plus complet dans celles-ci». Selon la requérante, de telles affirmations sont non seulement erronées, mais aussi manifestement dénuées de fondement.

À l'appui de sa demande, elle invoque la violation de l'article 190 du traité de Rome, des formes substantielles et de l'obligation de respecter le principe de la bonne administration et le principe de la confiance légitime, ainsi qu'un défaut absolu de motivation et une absence manifeste de fondement.

Elle soutient, en premier lieu, que la décision attaquée se fonde sur un présupposé erroné voulant qu'un PAL visant la région en question ait déjà été approuvé et ignorant que le financement du PAL présenté par l'association requérante n'a pas été accordé. D'autre part, la région en question ne se situerait pas parmi les plus développées de Campanie.

Elle invoque aussi la contradiction inhérente au choix opéré par la défenderesse. Elle estime, à cet égard, que, dans le programme régional de mise en œuvre de Leader II, la région de Campanie a, dans un premier temps, conformément à la directive 75/268/CEE ⁽¹⁾, rangé la Penisola Sorrentina parmi les zones d'intervention «défavorisées», cela précisément sur la base de certains indicateurs socio-économiques, puis a exclu, à la lumière des mêmes indicateurs, la nécessité de promouvoir et de mettre en œuvre d'autres PAL dans la même région.

La défenderesse se serait limitée à exclure la région de Sorrente, parce qu'elle est développée, sans toutefois fournir la moindre motivation quant aux raisons justifiant ce choix et sans procéder à une enquête adéquate.

Pour la requérante, cette enquête aurait certainement fait apparaître de manière évidente que la zone territoriale en question est classée, conformément à la directive 75/268/CEE précitée, comme «zone de montagne défavorisée» et que, précisément pour ce motif, elle a été rangée, dans le cadre du programme Leader II, parmi les zones d'intervention prioritaires.

⁽¹⁾ Directive 75/268/CEE du Conseil du 28 avril 1975 sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées (JO L 128 du 19. 5. 1975, p. 1).

Recours introduit le 12 mai 1997 par région Toscane contre Commission des Communautés européennes

(Affaire T-265/97)

(97/C 387/40)

(Langue de procédure: l'italien)

La Cour de justice des Communautés européennes a été saisie, le 12 mai 1997, d'un recours dirigé contre la Commission des Communautés européennes et formé par la région Toscane, représentée par M^{es} Vito Vacchi et Lucia Bora, du barreau de Florence, élisant domicile à Luxembourg au cabinet de M^e Benocci, 50, rue de Vianden, recours qui, en raison de l'incompétence manifeste de la Cour, a été renvoyé par ordonnance de la Cour du 1^{er} octobre 1997 devant le Tribunal de première instance.

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler la note VI/040551 de la Commission européenne — Direction générale de l'agriculture du 21 novembre 1994,
- annuler l'acte qui n'a jamais été communiqué à la région requérante, par lequel la Commission a refusé la contribution communautaire destinée, dans le cadre du programme intégré méditerranéen PIM, au projet n° 88.20.It.006.0 (travaux d'adduction d'eau potable en Toscane),
- annuler la note du 31 janvier 1997 de la Commission européenne, parvenue à la requérante le 7 février 1997, par laquelle la Commission a communiqué son refus.

Moyens et principaux arguments

Les moyens et principaux arguments sont identiques à ceux qui ont été invoqués dans l'affaire T-81/97: région Toscane contre Commission ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ JO C 166 du 31. 5. 1997, p. 21.

Recours introduit le 13 octobre 1997 par Azienda Agricola Tre e Mezzo contre Commission des Communautés européennes

(Affaire T-269/97)

(97/C 387/41)

(Langue de procédure: l'italien)

Le Tribunal de première instance des Communautés européennes a été saisi, le 13 octobre 1997, d'un recours dirigé

contre la Commission des Communautés européennes et formé par l'Azienda Agricola Tre e Mezzo, représentée par M^{es} Carlo Piccoli et Fabrizio Fabbri, avocats au barreau de Forlì-Cesena, et par M^e François Turk, avocat au barreau de Luxembourg, élisant domicile à Luxembourg en l'étude de ce dernier, 13 A, avenue Guillaume.

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- déclarer que la partie requérante a qualité pour agir,
- annuler le règlement (CE) n° 1488/97 de la Commission, du 29 juillet 1997, publié au *Journal officiel des Communautés européennes* L 202 du 30 juillet 1997, page 12, dans la mesure où, dans la nouvelle formulation de l'annexe II point B du règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil, il ne mentionne pas les produits phytosanitaires suivants: préparations à base de *Ryania speciosa*, *Propolis*, terre à diatomées, poudre de roche, bouillie bordelaise, bouillie bourguignonne, silicate de sodium, bicarbonate de sodium, huiles végétales et animales,
- condamner la Commission des Communautés européennes aux dépens.

Moyens et principaux arguments

La société requérante, une entreprise biologique certifiée telle par l'un des huit organismes de certification reconnus par l'État italien, s'oppose à la suppression, effectuée par le règlement attaqué ⁽¹⁾, de certains produits phytosanitaires figurant parmi ceux permis en agriculture biologique.

À l'appui de ses prétentions, la requérante fait, avant tout, valoir la violation de l'article 155, dernier alinéa, du traité, qui indique que les compétences conférées à la Commission par le Conseil doivent nécessairement être exercées en vue de l'exécution des règles adoptées par ce dernier. La requérante estime, à cet égard, que le règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil ⁽²⁾ a entendu favoriser et promouvoir le développement et la diffusion de la méthode de production biologique, en la réglementant et en l'encourageant par des aides et des financements. En effet, l'établissement de l'annexe II point B, avec tous les produits qui y sont énumérés, serait le fruit d'un choix précis, portant sur certains produits plutôt que sur d'autres, indépendamment de l'existence ou non d'une autorisation d'utilisation délivrée par l'un des États membres. La Commission aurait donc fait un choix critiquable lorsqu'elle a exclu de la liste des produits autorisés les neuf produits phytosanitaires précités, en adoptant comme unique critère l'absence d'«autorisation/utilisation».

La requérante invoque également un détournement de pouvoir: alors que le Conseil, en adoptant le règlement (CEE) n° 2078/92 ⁽³⁾, a introduit des mesures agroenviron-

nementales visant à reconvertir l'agriculture européenne en une agriculture prévoyant un usage toujours plus réduit de produits phytosanitaires et que, à cette fin, une bonne partie des aides du secteur ont été consacrées à l'agriculture biologique, la défenderesse, en adoptant le règlement attaqué, aurait changé brusquement d'orientation, en poursuivant des objectifs différents de ceux déclarés antérieurement, et a rendu plus difficile et problématique l'utilisation de la méthode biologique du fait de la réduction des moyens techniques mis à la disposition de l'agriculteur suivant cette méthode ou souhaitant la suivre.

⁽¹⁾ Règlement (CE) n° 1488/97 de la Commission, du 29 juillet 1997, modifiant le règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires (JO L 202 du 30. 7. 1997, p. 12).

⁽²⁾ JO L 198 du 22. 7. 1991, p. 1.

⁽³⁾ Règlement (CEE) n° 2078/92 du Conseil, du 30 juin 1992, concernant des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement ainsi que l'entretien de l'espace naturel (JO L 215 du 30. 7. 1992, p. 85).

Recours introduit le 16 octobre 1997 par Pierre Richard contre Parlement européen

(Affaire T-273/97)

(97/C 387/42)

(Langue de procédure: le français)

Le Tribunal de première instance des Communautés européennes a été saisi, le 16 octobre 1997, d'un recours introduit contre le Parlement européen par Pierre Richard, domicilié à Luxembourg, représenté par M^e André Lutgen, avocat au barreau de Luxembourg, élisant domicile à Luxembourg en son étude, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.

Le requérant conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler la décision de l'Autorité investie du pouvoir de nomination (AIPN) portant rejet de la candidature du requérant au poste visé à l'avis de vacance n° 8011,
- annuler la décision portant nomination de la lauréate suédoise,
- annuler la décision par laquelle le Bureau, lors de sa réunion du 17 juillet 1997, a rejeté la réclamation du requérant à l'encontre de la susmentionnée décision,
- donner acte de ce qu'il se réserve le droit de réclamer en temps et lieu utiles réparation de son préjudice tant matériel que moral.